

## **Effets de la promotion du maraichage sur les rapports de genre au sein des ménages ruraux du Bénin**

### **Effects of market gardening promotion on gender relations in rural households in Benin**

**Mansourath AKONDE, (Ingénieur Agronome)**

*Laboratoire d'Analyse des Dynamiques Sociales et des Études du Développement (LADyD),  
Université d'Abomey-Calavi, Bénin*

**Alida ADJILE, (Docteur-Chercheur)**

*Laboratoire d'Analyse des Dynamiques Sociales et des Études du Développement (LADyD),  
Université d'Abomey-Calavi, Bénin*

<b>Adresse de correspondance :</b>	Laboratoire d'Analyse des Dynamiques Sociales et des Études du Développement (LADyD) Gbégamey-Cotonou Université d'Abomey-Calavi Bénin (Cotonou) 02B.P.778
<b>Déclaration de divulgation :</b>	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
<b>Conflit d'intérêts :</b>	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
<b>Citer cet article</b>	AKONDE, M., & ADJILE, A. (2023). Effets de la promotion du maraichage sur les rapports de genre au sein des ménages ruraux du Bénin. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 4(6-2), 150-166. <a href="https://doi.org/10.5281/zenodo.10253120">https://doi.org/10.5281/zenodo.10253120</a>
<b>Licence</b>	<b>Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND</b>

*Received: May 20, 2023*

*Accepted: November 30, 2023*

**International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME**

**ISSN: 2658-8455**

**Volume 4, Issue 6-2 (2023)**

## Effets de la promotion du maraîchage sur les rapports de genre au sein des ménages ruraux du Bénin

### Résumé :

Dans les pays en voie de développement, les programmes d'infrastructures et d'aménagements agricoles intègrent rarement les jardins maraîchers, en particulier les jardins maraîchers familiaux multifonctionnels. Or ces jardins permettant aux ménages un accès permanent à une alimentation de bonne qualité nutritionnelle, contribuent au développement humain durable. La présente étude vise à évaluer les effets de la promotion du maraîchage sur la qualité des repas et sur les rapports de genre dans les ménages ruraux au Bénin. A cet effet, une enquête a été menée auprès de 143 jardiniers, dont 76 bénéficiaires directs d'interventions, 30 adoptants et 37 non bénéficiaires (ménages témoins) afin de déterminer les transformations induites grâce à ces infrastructures de maraîchage domestique. Il résulte que 92 % des bénéficiaires estiment que les interventions ont permis l'amélioration de la qualité nutritionnelle des repas et 78,37 % des non bénéficiaires jugent que des repas améliorés faciliteraient la réduction des cas de maladies infantiles. L'Analyse Factorielle par Correspondances Multiples (AFCM) associée à un test de Khi-deux, a par ailleurs permis de noter une autonomisation aux niveaux économique, social et psychologique. L'étude montre que les femmes jardinières bénéficiaires des dispositifs d'interventions jouissent d'une meilleure autonomie économique et décisionnelle que leurs homologues non bénéficiaires. L'étude a mis en évidence les effets indirects et invisibles des interventions orientées vers des aménagements et infrastructures légères de promotion du maraîchage à usage domestique sur les normes sociales du genre. Ces effets entraînent des dynamiques sociales porteuses d'équité, contribuant à l'atteinte des objectifs du développement durable.

**Mots clés :** Infrastructures de maraîchage, jardins familiaux multifonctionnels, nutrition, autonomisation, développement durable

**Classification JEL :** H54, Q01.

**Type de l'article :** Recherche appliquée.

### Abstract:

In developing countries, agricultural infrastructure and development programmes rarely include market gardens, particularly multifunctional family gardens. However, these gardens provide households with permanent access to food of good nutritional quality and contribute to sustainable human development. This study aims to assess the effects of market gardening promotion on the quality of meals and on gender relations in rural households in Benin. To this end, a survey was conducted among 143 gardeners, including 76 direct beneficiaries of interventions, 30 adopters and 37 non-beneficiaries (control households) in order to determine the transformations brought about by these home gardening infrastructures. As a result, 92% of the beneficiaries felt that the interventions had improved the nutritional quality of the meals and 78.37% of the non-beneficiaries felt that improved meals would facilitate the reduction of childhood diseases. The Multiple Correspondence Analysis (MCA) combined with a Chi-square test revealed empowerment at the economic, social and psychological levels. The study shows that women gardeners who are beneficiaries of the intervention schemes enjoy greater economic and decision-making autonomy than their non-beneficiary counterparts. The study highlighted the indirect and invisible effects of the interventions aimed at the development of light infrastructure for the promotion of market gardening for domestic use on gender norms. These effects lead to social dynamics that promote equity and contribute to the achievement of sustainable development objectives.

**Keywords:** Market gardening infrastructure, multifunctional home gardens, nutrition, empowerment, sustainable development.

**JEL Classification :** H54, Q01.

**Paper type:** Empirical research.

## 1. Introduction :

La malnutrition demeure au Bénin, un problème de santé publique majeur. D'après l'Enquête Démographique et de Santé au Bénin, 5% des enfants béninois de moins de cinq ans souffraient en 2018 de malnutrition aiguë, 32% étaient atteints de malnutrition chronique et 11% en étaient atteints sous la forme sévère (INSAE et ICF., 2018). Afin de lutter efficacement contre la malnutrition et dans le cadre de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, des solutions telles que la promotion du maraîchage domestique ou de jardins familiaux sont mises en œuvre selon l'UNICEF<sup>1</sup> (UNICEF, 2019).

C'est dans ce cadre que trois communes du Sud-Bénin ont fait l'objet de la mise en œuvre du projet JARDALIM<sup>2</sup>. A travers son approche d'intervention, il s'inscrit dans une dynamique d'autonomisation et de renforcement des capacités des jeunes mères. Il vise le développement de façon collaborative de jardins prototypes adaptés aux contextes et ambitions de jeunes mères de famille ainsi que le développement des pratiques agro-écologiques pour leur bonne gestion. Après plusieurs années d'interventions, il est souhaité par les porteurs du projet qu'il ait atteint ses cibles en termes de genre et de niveau de pauvreté (CEBEDES-XUDODO, 2019). Ainsi ces dispositifs d'interventions de promotion de maraîchage semblent avoir comblé les attentes en matière de rapports de genre. Pourrait-on alors retenir que les interventions ont eu des effets positifs dans les relations de genre des ménages ruraux bénéficiaires ? L'intérêt de la présente recherche se trouve dans sa pertinence par rapport aux approches de lutte contre la malnutrition ainsi que celles relatives aux méthodes d'évaluation d'impacts. En effet, divers travaux et recherches scientifiques ont porté sur l'évaluation d'effets de politique de développement aussi bien par rapport à leurs apports conceptuels qu'à leurs efficacités (impacts) sur le niveau de vie des populations. Seulement, comme l'observe Delarue, (Delarue, 2007) rares sont ceux qui se sont intéressés à l'expression locale de ces stratégies et leurs effets tant directs qu'indirects, ne se contentant généralement que des comparaisons entre une situation actuelle pré-projet et une situation avec projet. C'est à cet exercice d'évaluation des effets de la mise en œuvre des différentes interventions de promotion de maraîchage domestique sur les relations de genre au sein des ménages ruraux que s'attèle le présent article. Les objectifs poursuivis sont d'abord d'évaluer les effets des interventions du projet JARDALIM sur la situation nutritionnelle des ménages en général et l'autonomisation des femmes en particulier. La démarche méthodologique adoptée repose sur une approche combinant des phases qualitatives et quantitatives de collecte de données auprès d'un échantillon représentatif, permettant de comparer les ménages bénéficiaires du projet JARDALIM à ceux des non-bénéficiaires afin d'identifier et d'analyser les effets de ce projet.

Le présent article est traité en six (6) sections. Après l'introduction qui a été présentée en cette section, la seconde section a été consacrée à une revue de littérature suivie d'une section relative aux matériels et aux méthodes utilisées. La quatrième présente les résultats obtenus et aborde les éléments de discussion qui ont été dégagés au terme des analyses. Enfin, une dernière section a été consacrée à la conclusion.

## 2. Revue de littérature et développement des hypothèses :

### 2.1. Contexte

Au Bénin, en 2013, environ 1,1 million de personnes sont en insécurité alimentaire (Lokonon et Hounkpatin, 2019). En 2014, 4,7 % des enfants de 6 à 59 mois souffrent de la malnutrition aiguë, dont 0,7 % de la malnutrition aiguë sévère et plus de 37 % de retard de croissance, ce qui les expose à un risque accru de mortalité (Yessoufou, 2014). L'un des moyens employés donc

<sup>1</sup> Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

<sup>2</sup> Jardins Familiaux Multifonctionnels pour une bonne nutrition

pour cotre ce mal est la promotion de Jardins Familiaux Multifonctionnels. Cette approche présente entre autre comme avantage la création d'un revenu et la hausse de l'emploi en zone rurale grâce à des récoltes supplémentaires ou hors saison, une plus grande sécurité alimentaire, une plus grande disponibilité alimentaire et une meilleure nutrition grâce à la diversité des cultures, la réduction des pénuries alimentaires saisonnières(Landon-Lane, 2004). Cependant, en dépit des efforts déployés la malnutrition chronique infantile se maintient à des niveaux élevés, même dans des régions où la disponibilité alimentaire est correcte. Il est apparu clairement qu'accroître la production ne suffisait pas. La discordance entre une relative abondance des ressources et la mauvaise situation nutritionnelle des enfants amènent à s'interroger sur le statut des femmes qui sont les principales responsables des enfants en bas âge. La malnutrition infantile devient alors un révélateur d'inégalités sociales : inégalités entre groupes socio-économiques, mais aussi inégalités intrafamiliales et notamment inégalités de genre (Droy et al., 2014). De manière générale, la recherche agricole n'a pas bien pris en compte les problèmes spécifiques des productrices, ce qui a souvent abouti à des technologies qui, directement ou indirectement, ont eu des conséquences négatives pour les femmes (Fresco, 1985).

Ces inégalités sont nombreuses et ont des conséquences dans plusieurs domaines : la santé, l'éducation, le travail ainsi que l'alimentation et la nutrition. Ainsi, en matière de politique de développement, il est depuis quelque temps devenu manifeste que les femmes doivent jouer un rôle primordial dans la sécurité alimentaire (Lachenmann, 1998). L'approche « Genre et développement » (GED) s'introduit alors comme moyen d'intervention des projets et fait progressivement place à « Intégration des femmes dans le développement » (IFD). Elle vise à une valorisation de la contribution de celles-ci et à l'« empowerment » des femmes à tous les niveaux de la société. Selon Bisilliat (2000) et Mondoux (2004), l'approche GED ne s'occupe pas uniquement des femmes, mais concentre l'attention sur le rapport homme-femme, c'est-à-dire sur le « genre » (Siwe Siwe, 2006). Le genre pouvant être défini comme étant une construction sociale qui analyse et dénonce les inégalités entre les sexes [6]. Les rapports de genre quant à eux constituent les relations entre femmes et hommes. Elles déterminent les normes, les croyances et les attitudes selon la société. Ce sont ces relations qui organisent selon le sexe les rôles des individus, leur pouvoir de décision ainsi que leurs attitudes et comportements. Ces rapports sont à la base des relations dynamiques qui distribuent les sexes, en tant que catégories sociales, dans les différentes instances ou sphères d'une totalité sociale considérée (Tahon, 2004).

Cette approche ambitionne de réduire les disparités économiques sociales et politiques, renforcer le pouvoir de décision des femmes (empowerment) et transformer les rapports sociaux inégalitaires(Locoh, 2007).

Pour répondre aux besoins en fruits et légumes des ménages, l'ONG<sup>3</sup> CEBEDES<sup>4</sup> a initié le projet JARDALIM : il s'agit de la promotion de jardins familiaux multifonctionnels. JARDALIM à travers son approche d'intervention, s'inscrit dans une dynamique d'autonomisation et de renforcement des capacités des jeunes mères. Il vise le développement de façon collaborative de jardins prototypes adaptés aux contextes et ambitions de jeunes mères de famille ainsi que le développement des pratiques agro-écologiques pour leur bonne gestion. Il couvre trois communes que sont : Ouèssè dans le département des Collines (zone agro-écologique 5, zone cotonnière du Centre), Ouinhi dans le département du Zou (zone agro-écologique 8, zone des pêcheries) et Zè dans le département de l'Atlantique (zone agro-écologique 6, terre de barre). La vision de ce projet est que la pratique du maraîchage domestique par les ménages devrait permettre de couvrir les besoins de consommation en

<sup>3</sup> Organisation Non Gouvernementale

<sup>4</sup> Centre Béninois pour l'environnement et le développement économique et social

produits frais et de vendre le surplus de production dans le voisinage. L'objet de notre travail est de déterminer d'une part si les objectifs en termes de nutrition sont atteints et d'évaluer d'autres parts les effets indirects de ces interventions notamment en ce qui concerne les relations dans les ménages. Quels sont donc les effets (positifs ou négatifs) observés dans les ménages ruraux bénéficiaires ?

## **2.2. Développement des hypothèses**

### **2.2.1. Promotion du maraîchage et situation nutritionnelle**

La situation nutritionnelle est la condition d'un individu ou d'un groupe de personne du point de vue nutritionnel appréciable à partir de diverses mesures anthropométriques telles que le poids, l'âge, la taille, etc. Une situation nutritionnelle adéquate est le plus souvent appréciée à travers la diversité de l'alimentation (Delpeuch and Maire, 1996). Les principaux déterminants de la situation nutritionnelle sont l'environnement socio-économique, l'environnement nutritionnel (qualité, quantité et diversité de l'alimentation). En dépit d'une situation nutritionnelle mondiale qui s'améliore lentement depuis plusieurs décennies, la scène reste dominée par la persistance massive de problèmes de sous-alimentation et de malnutrition au Sud et de maladies chroniques liées au régime alimentaire du Nord (Delpeuch & Maire, 1996). Ainsi au Bénin, Selon l'enquête conduite en 2017 pour une analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire (AGVSA), la consommation alimentaire s'est améliorée à l'échelle nationale entre 2013 et 2017 mais 14% de la population a toujours une consommation alimentaire inadéquate (CEBEDES-XUDODO, 2019).

Quand on se penche sur la qualité de l'alimentation dans les communes d'intervention du projet JARDALIM dont Zè, il apparaît que 23% des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate car insuffisamment diversifiée. Ces ménages consomment trop peu d'aliments riches en fer (légumes feuille, viande) et en protéines et d'une manière générale, l'absence de fruits dans la ration accentue le risque de carences en vitamines et micronutriments (CEBEDES-XUDODO, 2019). L'hypothèse est donc que des jardins-vergers-élevages familiaux contribuent à améliorer la qualité nutritionnelle des repas des ménages (en permettant une diversification alimentaire) en les rendant beaucoup plus favorable à atteindre un état de sécurité alimentaire.

***H1 : Les ménages bénéficiaires des dispositifs d'intervention ont une meilleure situation nutritionnelle que les ménages non bénéficiaires.***

### **2.2.2. Promotion du maraîchage et rapports de genre**

Le concept de rapports de genre renvoie aux relations entre le groupe social des hommes et celui des femmes. Par genre, Kergoat, (2000) entend le processus de construction sociale des hiérarchies et des différences sexuées (Dahache, 2021). Pour Guillaumin, 1992, les rapports de genre sont construits sur la différence et induisent intrinsèquement un rapport de pouvoir. Celui-ci peut être décliné analytiquement en termes de hiérarchie et de norme. Il existe d'une part un rapport de pouvoir inégalitaire entre hommes et femmes, et une supériorité sociale des significations et valeurs associées au masculin sur celles associées au féminin (Revillard & De Verdalle, 2006).

On peut donc en retenir que les rapports de genre c'est-à-dire les relations entre hommes et femmes déterminent les normes, les croyances et les attitudes selon la société. Ce sont ces relations qui organisent selon le sexe les rôles des individus, leur pouvoir de décision ainsi que leurs attitudes et comportements. Ces rapports sont à la base des relations dynamiques qui distribuent les sexes, en tant que catégories sociales, dans les différentes instances ou sphères d'une totalité sociale considérée (Tahon, 2004).

En agriculture, notamment en Afrique, les rapports de genre ont connu assez de changements (Locoh, 2007). D'après Locoh (2007), les paramètres permettant de décrire les rapports de genre en Afrique sont :

- Paramètres institutionnels : les institutions qui réglementent les rapports entre groupes sociaux comme les groupes religieux dont les normes infléchissent les comportements des hommes et des femmes, le mariage, les appartenances ethniques.
- Paramètres socio-économiques : la répartition des revenus, l'accès aux ressources
- Paramètres sociaux : répartition des tâches dévolus selon le genre

Plusieurs facteurs agissent sur les relations de genre au sein des ménages ruraux et sont susceptibles d'y apporter des modifications ; il s'agit entre autres notamment de :

- Améliorations des revenus monétaires des femmes ;
- Les politiques de développement ;
- L'éducation féminine ;
- La participation des femmes aux activités économiques ;
- La participation des femmes à la prise de décision au sein des ménages (Gnoumou Thiombiano, 2014) ;

Ainsi, toute intervention qui agit sur ces facteurs est susceptible d'induire des modifications dans les rapports de genre au sein des ménages. JARDALIM dans son approche d'intervention permet aux femmes bénéficiaires d'avoir une activité économique propre, d'être responsable des décisions concernant cette activité et avec les revenus engrangés par la vente de produits du jardin, de pouvoir participer aux prises de décision dans leur ménage respectifs. Leur permettre de décider, c'est les autonomiser.

En effet, L'autonomisation est d'après N.Kabeer (2001) le processus de changement en vertu duquel les personnes auxquelles est refusée la possibilité de faire des choix l'acquièrent. Selon Kabeer (1999) l'autonomisation est l'expansion de la capacité des individus à faire des choix de vie stratégiques dans un contexte où cette capacité leur est auparavant déniée. Elle consiste à conférer aux femmes un statut plus élevé en termes politique, social et économique afin qu'elles puissent avoir accès aux ressources autant que les hommes et le droit de prendre des décisions stratégiques pour leur bien-être (Oxfam, 2007). L'autonomisation passe par la confiance accordée à une personne supposée vulnérable afin qu'elle opère des changements dans sa propre vie. Cela inclut pour les femmes notamment la possibilité et le pouvoir d'initier et d'influencer des prises de décision tout en bénéficiant des mêmes droits que les hommes (Affo, 2018). C'est en cela que nous pensons que les actions de promotion du maraîchage participent à l'autonomisation des femmes en agissant ainsi sur la dynamique des relations des genres dans leur ménage.

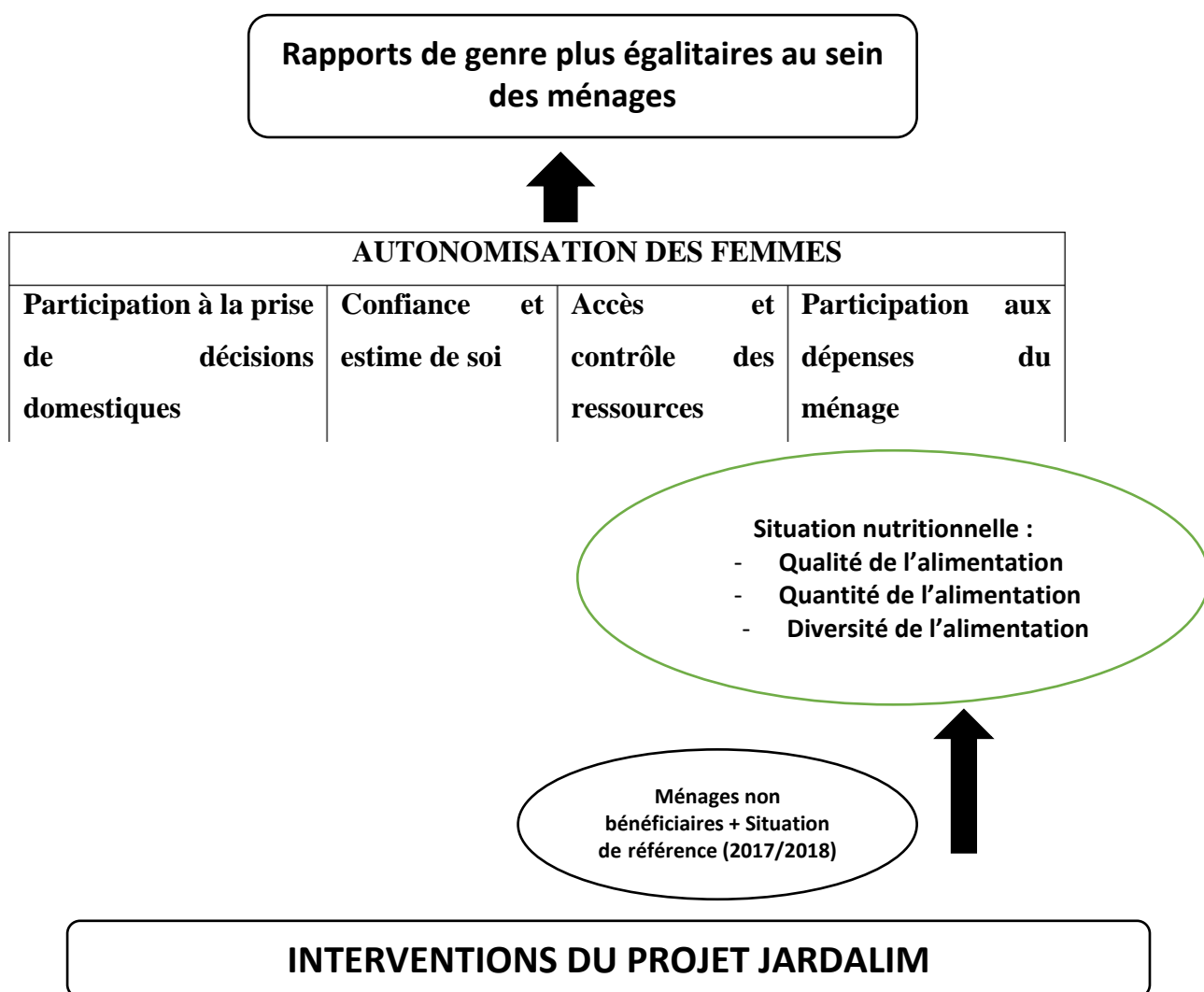
***H2 : La promotion du maraîchage contribue à l'autonomisation des femmes en améliorant les relations de genre.***

### **3. Méthodologie de recherche**

#### **3.1. Modèle de recherche**

Une approche méthodologique mixte combinant des phases qualitatives et quantitatives de collecte de données auprès d'un échantillon représentatif a été utilisée. Cette méthodologie permet de comparer les ménages bénéficiaires à ceux des non-bénéficiaires afin d'identifier et d'analyser les effets des interventions. Pour cette recherche d'étude sur les rapports de genre au sein des ménages, les variables utilisées sont présentées dans le cadre analytique ci-contre :

Figure 0 : Rapports de genre



Source : Auteurs

### 3.2. Echantillon ou terrain de l'étude et description

L'étude a été menée dans la commune de Zè, située au Sud du Bénin (Figure 1). Elle a été sélectionnée, car faisant partie des trois communes bénéficiaires des interventions de promotion de maraîchage domestique. C'est aussi une localité du pôle 7 de développement agricole, zone agroécologique où les activités de pêche et de maraîchage sont prédominantes. Les enquêtes se sont déroulées dans 12 villages de la commune de Zè dont 10 villages d'interventions de JARDALIM et 2 villages témoins. Ces deux villages non bénéficiaires d'interventions présentent des caractéristiques socioéconomiques semblables à ceux des villages bénéficiaires. Un échantillonnage de 143 individus dont 76 bénéficiaires directs (BD) et 30 adoptants (A) ainsi que 37 non bénéficiaires (NB).

L'échantillon constitué selon la méthode « empirique » est alors composé comme suit :

- Bénéficiaires Directs (BD) : Les membres JVE de 2018 et 2019, bénéficiaires des différentes interventions (formations et octroi de matériels) de JARDALIM

- Adoptants (A) : Il s'agit des bénéficiaires indirects, les non membres JVE s'étant initiés au maraîchage domestique en imitant les membres JVE ou en étant formés par ces derniers. Ces derniers sont également appuyés en matériel quoique dans une moindre mesure par le projet.

L'échantillon constitué selon la méthode « non probabiliste » est quant à lui composé comme suit :

-Non Bénéficiaires (NB) : Il s'agit des populations n'ayant pas bénéficié des interventions de JARDALIM. Ces jardiniers n'ont bénéficié ni d'interventions JARDALIM ni de formations par leurs pairs bénéficiaires.

Des observations directes des jardins appartenant aux enquêtés et des entretiens individuels ont été effectués pour la collecte de données primaires. Des observations directes des jardins appartenant aux enquêtés et des entretiens individuels ont été effectués pour la collecte de données primaires.

Les données secondaires ont été collectées à partir de différentes sources de documentation. Les logiciels SpadV5.5 et StataV16 ont été utilisés pour les différentes analyses statistiques des données ainsi que le tableur « Excel » pour l'élaboration des graphiques.

### **3.3. Analyse**

Une situation nutritionnelle adéquate est le plus souvent appréciée à travers la diversité. Les principaux déterminants de la situation nutritionnelle sont l'environnement socio-économique, l'environnement nutritionnel (Delpeuch & Maire, 1996). En nous appuyant sur la revue de littérature et les observations faites sur le terrain, les données relatives à la qualité, la quantité et la diversité de l'alimentation sont utilisées afin d'apprécier l'amélioration de l'état nutritionnel dans les ménages. L'autonomisation est un concept multidimensionnel non observable directement. Son étude ne peut se faire qu'en utilisant des proxys ou variables indicatrices, par exemple en termes de capacité de prise de décision, d'estime de soi ou de participation aux charges du ménage. En nous appuyant sur la littérature existante, et surtout sur (Kabeer, 1999, 2003), (Moghadam & Senftova, 2005), (Whitehead & Kabeer, 2001) (Tomavo & Degla, 2019) et les observations faites sur le terrain, trois catégories de variables ont été constituées. Les variables relatives à la prise de décision, celles relatives à la participation aux dépenses ménagères et celles liées à la vie sociale des femmes selon qu'elles soient bénéficiaires des interventions, adoptantes spontanées ou non bénéficiaires. Les variables étant principalement nominales et ordinales, la méthode d'analyse multidimensionnelle adaptée est l'Analyse Factorielle des Correspondances Multiples (AFCM). Grâce à l'AFCM, différentes dimensions de l'autonomisation ont été appréciées chez chacune des catégories de femmes enquêtées. Les variables utilisées pour évaluer l'effet des interventions sur l'autonomisation sont la participation à la prise de décision, la participation aux dépenses du ménage, et la vie associative.

## **4. Résultats et discussions**

### **4.1. Statistiques Descriptives**

La répartition suivant le genre de l'échantillon montre globalement que les enquêtés toutes catégories confondues sont majoritairement des femmes (82,52 %). L'âge des enquêtés varie entre 15 et 65 ans. L'ethnie dominante dans l'échantillon est celle « Aïzo » ; c'est également l'ethnie dominante dans la commune de Zè.

Au niveau professionnel, l'agriculture occupe la première place (69,93 %) suivie des activités de transformation alimentaire (25,17 %) puis du commerce de produits vivriers (13,29 %). On note ensuite la faible diversification des activités maraichères avec d'autres activités telles que l'élevage, l'artisanat ou le petit commerce de produits manufacturés. Les enquêtés toutes catégories confondues sont majoritairement non instruits (69,23 %).

### **4.2. Résultats qualitatifs**

#### **4.2.1. Situation nutritionnelle**

Les jardiniers ne pratiquent pas des systèmes de récoltes efficaces et ne disposent pas d'infrastructures post-récoltes efficaces. Compte tenu de la proximité entre la production et la



consommation, les produits sont consommés et vendus frais. La vente est effectuée en vrac ; il n'existe pas de circuit de commercialisation des fruits et légumes à proprement parler. Cependant, plusieurs jardinières (76,22%) commercialisent leurs produits dans les marchés environnants. Lorsque les produits ne sont pas vendus dans un délai court, on assiste à du gaspillage et des pertes. Les légumes défraîchis sont offerts.

- *Quantité de production et son utilisation*

Les tableaux ci-après renferment des informations relatives aux quantités vendues, consommées et données de Grande Morelle et d'Amaranthe par les jardiniers au cours d'un cycle de production. Les quantités sont exprimées en indice de prélèvement. Un prélèvement ou une coupe correspond à une botte de légumes dont la valeur est de 50 FCFA.

Les JVE disposent d'un fort potentiel nutritionnel ; ainsi différentes espèces sont répertoriées dans les jardins. Il s'agit de cultures à cycles courts (4 à 6 semaines) cultivables toute l'année. Une bonne partie de la production totale est autoconsommée (70 %) par les ménages. Une partie est réservée aux dons, même si elle est faible. En moyenne, elle est estimée à moins de 10 % de la production totale dans l'ensemble.

Il ressort que les quantités consommées, vendues et données d'Amaranthe et de Grande Morelle des bénéficiaires sont bien supérieures à celle des jardiniers non bénéficiaires (témoins). La quantité produite totale est donc plus accrue chez les bénéficiaires que chez les non-bénéficiaires.

*Tableau 1: Quantités consommées et vendues de Grande Morelle*

Catégories	Quantité consommée	Quantité vendue	Valeur totale production en FCFA
<b>A</b>	186	57	19550
<b>BD</b>	204	50	22250
<b>NB</b>	95	43	9400
<b>Total</b>	485	150	40350

Source : Auteurs

*Tableau 2: Quantités consommées et vendues d'Amaranthe*

Catégories	Quantité consommée	Quantité vendue	Valeur totale production en FCFA
<b>A</b>	535	383	448800
<b>BD</b>	840	481	68550
<b>NB</b>	316	171	27250
<b>Total</b>	1691	1035	144600

Source : Auteurs

- *Qualité nutritionnelle des repas servis*

La contribution du jardin-verger-élevage à l'approvisionnement alimentaire des ménages bénéficiaires de la ville de Zè se traduit par la fourniture de fruits et légumes frais à ceux-ci. Ces fruits et légumes assurent l'autosuffisance et améliorent la qualité nutritionnelle de l'alimentation de la famille. Le jardin offre une variété de légumes pour faire des sauces, associées à des aliments de base qui sont généralement des céréales ou des tubercules (maïs, riz, manioc). Les familles disposent donc de fruits et légumes frais tout le long de l'année à proximité de leur habitation par opposition aux jardins témoins qui sont généralement des cultures de plein champ éloignées du domicile familial. Plus de 92% des bénéficiaires soutiennent que les interventions ont permis l'amélioration de la qualité nutritionnelle des repas. Selon les propos d'une jardinière sur l'utilisation adéquate des produits du jardin, « *Auparavant, nos dîners étaient principalement composés de pâte de maïs et de sauce de noix de palme. Aujourd'hui nous insérons des légumes et des produits animaux dans la majorité des repas familiaux ; nous consommons aussi plus souvent des fruits.* »

- **Diversité de la production maraîchère**

Du point de vue des répondants eux-mêmes, le jardinage est souvent une affaire de femmes. Les femmes étant plus actives dans la sphère domestique, elles gèrent plus souvent le jardin de case aux abords de la maison. Avec son ciblage des mères d'enfants, JARDALIM a amplifié cette tendance et 86 % des jardinières appuées sont des femmes.

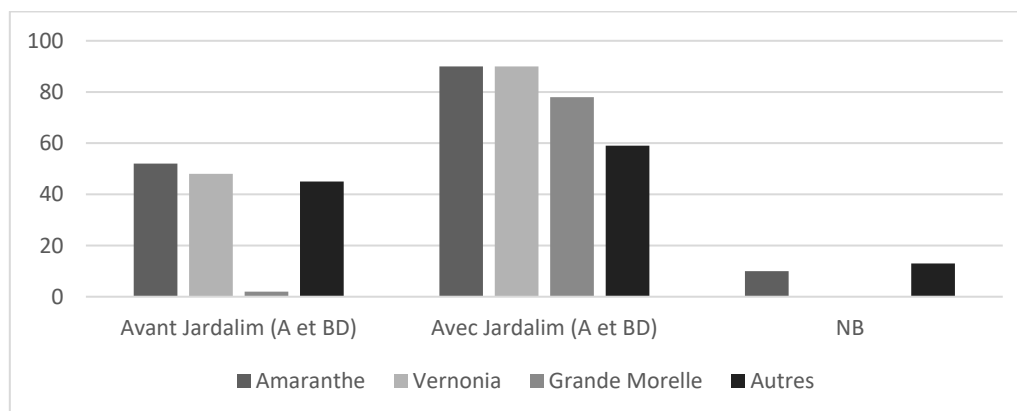
Plusieurs variétés de légumes sont cultivées dans les différents jardins des enquêtés; ce qui témoigne de la large capacité nutritionnelle des jardins des JVE. Les principales espèces de légumes cultivées par les bénéficiaires de JARDALIM sont les suivantes (figure 1) :

- Amaranthe
- Grande Morelle
- Vernonia

Sont également cultivés : le gombo, le crin-crin, le concombre ou la carotte. Ces espèces les plus cultivées sont celles qui entrent dans les habitudes alimentaires des habitants des communes. Ces cultures traditionnelles béninoises étaient déjà pratiquées par certains des BD et des A, avant même leur participation aux activités JARDALIM. Néanmoins, avec les interventions de JARDALIM, il y a une nette augmentation de l'effectif des jardiniers cultivant ces légumes. On retrouve à côté de ces dernières, des cultures telles que le gombo, le crin-crin, la tomate ou encore le concombre. Pour les cultures comme le concombre et le gombo, le nombre de jardiniers les cultivant avant était très faible. Avec les interventions de JARDALIM, ce nombre a considérablement augmenté chez les bénéficiaires mais reste quasi-inexistante chez les non-bénéficiaires. Il en ressort donc que le maraîchage est une activité déjà connue et pratiquée dans la localité de Zè. La pratique du maraîchage dans cette commune était cependant très axée sur les légumes feuilles. Ainsi, les interventions de JARDALIM ont permis l'expansion de cette activité et surtout la mise en valeur d'autres variétés de légumes comme le gombo, le crin-crin ou encore le concombre. Avant les interventions, les cultures de gombo et de crin-crin n'étaient presque pratiquées par aucun des jardiniers JARDALIM interviewés. Avec les interventions, désormais 84 jardiniers JARDALIM (A et BD) pratiquent la culture du gombo. Chez les jardiniers témoins, avant comme avec les interventions, il n'y a pas de changements significatifs dans la pratique de ces cultures.

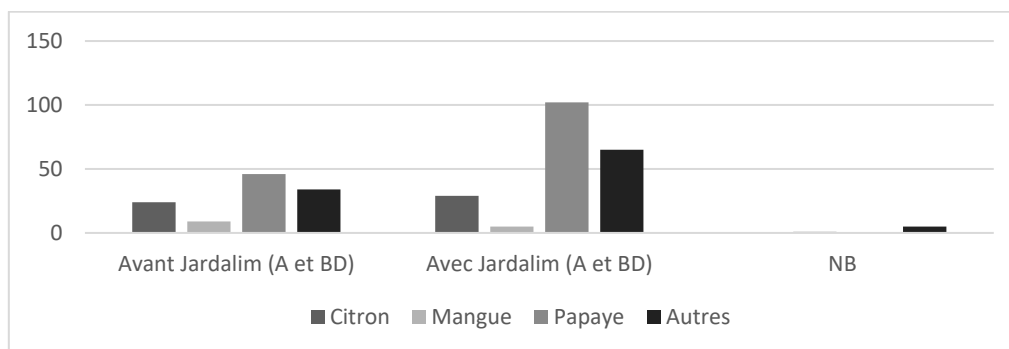
La principale espèce de fruits cultivée est la papaye (figure 2) : les interventions de JARDALIM s'étant principalement tournées vers la promotion de cette culture. Avant JARDALIM, 46 jardiniers (A et BD) cultivaient de la papaye, soit 43,39% des jardiniers bénéficiaires. Avec les interventions, ce nombre passe à 102, soit 96,22% des jardiniers bénéficiaires qui pratiquent désormais la culture de papaye. Elle est suivie de la mangue et du citron ; l'effectif de jardiniers cultivant mangue et citron ayant légèrement augmenté avec les interventions JARDALIM.

**Figure 1 : Espèces de légumes cultivés avant et avec les interventions**



Source : Auteurs

Figure 2: Espèces de fruits cultivés avant et avec les interventions



Source : Auteurs

#### 4.2.2. Contribution des interventions à l'autonomisation des femmes

- *Autonomisation économique des femmes*

L'AFCM a permis d'identifier les rapprochements et les oppositions entre les différentes modalités à savoir :

Tableau 3 : Variables utilisées : AFCM autonomisation économique

Variables	Modalités
<b>Prise de décisions sur la répartition des revenus du jardin</b>	(C3) - Seule - Avec conjoint
<b>Prise de décisions avant interventions Jardalim avec conjoint</b>	(C4) - Oui - Non
<b>Augmentation des revenus du ménage</b>	(C5) - Oui un peu - Oui beaucoup
<b>Utilisation des revenus supplémentaires pour les dépenses du ménage</b>	(C6) - Oui - Non

Source : Auteurs

L'AFCM réalisée nous présente ainsi deux axes factoriels (facteur1 et facteur2) cumulant un pourcentage d'information de 46,46 % (voir figure 4) de l'information disponible.

##### *Premier axe factoriel*

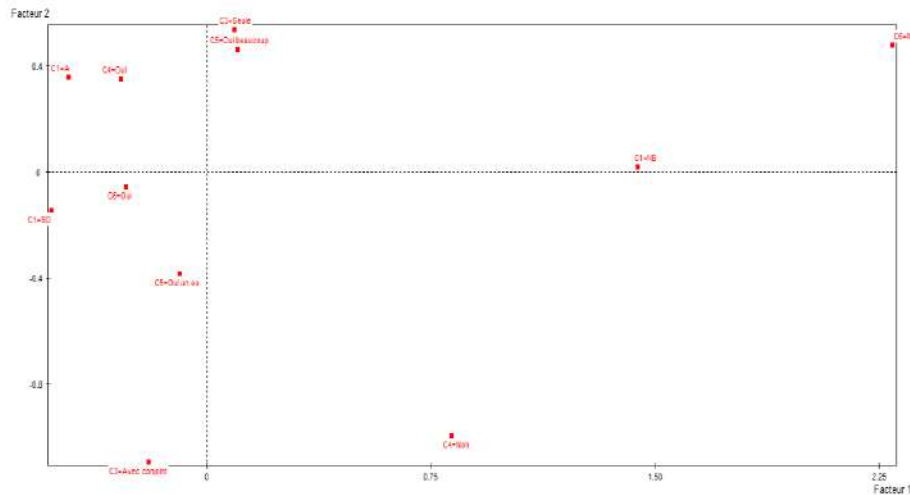
Le premier axe factoriel de notre plan oppose deux catégories de femmes, les bénéficiaires directs et les adoptants des interventions du côté négatif de l'axe et les non bénéficiaires du côté négatif. On repère du côté négatif celles qui prennent les décisions avec leurs conjoints déjà avant JARDALIM et qui utilisent les revenus supplémentaires pour les dépenses ménagères. Tandis que du côté positif, on retrouve les femmes qui ne participaient pas aux prises de décision avec leurs conjoints et décidant de l'usage des revenus de jardin avec leurs conjoints et qui n'utilisent que pas les revenus de jardin dans les dépenses du ménage.

##### *Deuxième axe factoriel*

Par contre le second axe factoriel oppose d'une part les adoptants et non bénéficiaires « A et NB » aux bénéficiaires directs « BD ». On repère du côté négatif celles qui participent aux prises de décisions sur les revenus et dont les revenus jardiniers servent peu aux dépenses ménagères avec leurs conjoints tandis que du côté positif, on retrouve les femmes décidant seule de la répartition des revenus du jardin et qui utilisent suffisamment les revenus dans les dépenses ménagères. Il en ressort donc que les femmes bénéficiaires (BD et A) ont un meilleur niveau d'autonomisation économique que leurs pairs témoins. Elles disposent mieux de la capacité de prendre des décisions seules contrairement aux non-bénéficiaires qui sont plus assistées dans la

prise de décision par leurs conjoints. Aussi ces femmes jouissant le plus de cette autonomie décisionnelle utilisent mieux les revenus de jardin que les autres. Cela peut s'expliquer par le fait qu'ayant la possibilité de décider seule, leur marge de manœuvre concernant l'usage de leurs ressources financières est plus élevée.

**Figure 3 : AFCM Autonomisation Economique**



Source : Auteurs

• **Autonomisation sociale des femmes**

L'AFCM a permis d'identifier les rapprochements et les oppositions entre différentes modalités (tableau 4). L'AFCM (voir figure 3) réalisée nous présente deux axes factoriels (facteur1 et facteur2) cumulant un pourcentage d'information de 51,48 % de l'information disponible.

*Premier axe factoriel*

Le premier axe factoriel de notre plan oppose deux catégories de femmes, celles dont la participation aux associations de femmes locales a évolué depuis JARDALIM du côté négatif et celles dont la participation aux associations ne s'est pas renforcée du côté positif. Il oppose d'une part les NB aux A et BD » d'autre part.

*Deuxième axe factoriel*

Le deuxième axe factoriel oppose d'une part les femmes participantes ou membres d'organisations féminines locales à celles n'y participant pas.

Il en ressort que la participation active à des groupements féminins par les BD et A s'est véritablement accrue depuis les interventions surtout chez les BD. Cela s'explique par le fait que les bénéficiaires JARDALIM soient organisées en groupements JVE par village avec à leur tête chacun, une présidente. Cette responsabilisation leur permet de s'autonomiser socialement, d'avoir une meilleure capacité de décider dans des assemblées.

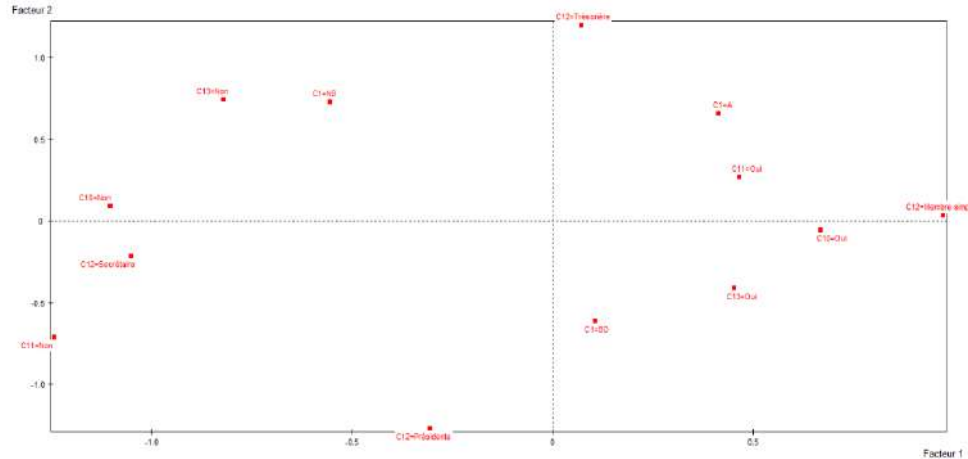
**Tableau 4: Variables utilisées: autonomisation sociale**

Modalités	Variables
Existence d'organisations (associations/groupements) locales de femmes	(C10) - Oui - Non
Participation de l'enquêtée à une organisation de femmes	(C11) - Oui - Non
Poste occupé	(C12) - Présidente - Trésorière

	- Secrétaire - Membre simple
<b>Évolution de la participation des femmes aux associations depuis JARDALIM</b>	(C13) - Oui - Non

Source : Auteurs

Figure 4: AFCM Autonomisation sociale



Source : Auteurs

- **Autonomisation psychologique des femmes**

L'AFCM a permis d'identifier les rapprochements et les oppositions entre les différentes modalités à savoir :

Tableau 5: Variables utilisées : autonomisation psychologique

Variables	Modalités
<b>Changements dans la relation avec le conjoint</b>	(C7) - Amour - Entente - Harmonie
<b>Changements dans les relations en société</b>	(C8) - Respect - Paix
<b>Meilleure autonomie avec JARDALIM</b>	(C9) - Oui - Non

Source : Auteurs

*Premier axe factoriel*

Le premier axe factoriel de ce plan (voir figure 3) oppose les modalités C7=Amour, C9=Oui, C8= (Paix ; Respect), C7=Compréhension et C9=Non, C8=Compréhension, C7=Harmonie.

*Deuxième axe factoriel*

Par contre, le second axe quant à lui, oppose les modalités C8=Compréhension, C7=Harmonie, C9=Oui, C7=Amour, C8=Respect d'une part et C9=Non, C7=Compréhension, C8=Paix d'une autre part.

On peut donc remarquer ici que les modalités exprimant l'aspect psychologique des femmes ne se concentrent pas uniquement autour d'une et une seule catégorie ; chaque catégorie répond valablement et de façon positive sur leurs états d'âme en ce qui concerne les relations entre conjoints.

- **Autonomisation globale**

Il en ressort des tests de khi-2 effectués, que la participation aux charges du ménage avec les

revenus issus du jardin, les changements dans les relations en société et la participation des femmes aux organisations locales influencent positivement l'autonomisation des bénéficiaires et des adoptants. Améliorer la capacité de participer aux charges du ménage, améliorer le pouvoir de décision dans la société et la participation des femmes aux organisations locales sont des actions qui permettent d'augmenter le niveau d'autonomisation des femmes.

### **4.3. Discussion des résultats**

#### **4.3.1. Situation nutritionnelle**

La production maraîchère par les différents jardiniers participe à rendre disponible, de façon abondante, tout au long de l'année, diverses variétés de fruits et de légumes de qualité dans les ménages ; cette diversité étant plus prononcée dans les ménages bénéficiaires d'interventions que dans ceux non bénéficiaires. Avec 70 % de la production totale autoconsommée par les jardiniers, l'objectif principal de la production étant la consommation de fruits et légumes est atteint et confirme les résultats de (Carletto et al., 2015) qui stipule qu'une production agricole abondante, régulière et diversifiée, tout comme l'élevage, pourrait théoriquement permettre l'accès à une alimentation plus diversifiée au sein des ménages agricoles via deux chemins principaux : l'autoconsommation et/ou les revenus issus de la vente de la production, permettant d'acheter des aliments plus variés .

Aussi, une partie est réservée aux dons même si elle est faible. Ainsi les ménages bénéficiaires dans leur ensemble, ont accès aux fruits et légumes à travers leur production dans les jardins. Les dons accordés aux tiers rendent ces produits accessibles à ceux-ci. Comme le souligne donc (Berti et al., 2004) et (Pee et al., 2008), les jardins maraîchers tels que ceux promu par JARDALIM permettent de lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en améliorant l'accès et la disponibilité à la nourriture.

Par ailleurs, les revenus monétaires issus de la vente des produits de jardins, permettent aux ménages bénéficiaires, d'acquérir d'autres denrées alimentaires notamment les protéines pour davantage améliorer la qualité nutritionnelle des repas préparé. Ces revenus sont également investis dans l'éducation scolaire des enfants. Ce résultat infirme celui obtenu par (Benjelloun et al., 2002) : les revenus induits grâce aux projets de développement agricole au Maroc tendance à être utilisés pour des dépenses non alimentaires. Cette tendance est accrue lorsqu'il y a plus d'hommes dans le ménage. Ces effets différents peuvent s'expliquer par l'approche d'intervention de JARDALIM (orientée vers les jeunes mères qui ont à charge et à cœur l'alimentation de la famille) et aussi par les diverses formations sur la nécessité d'amélioration de la nutrition. Par contre, ces résultats concordent avec ceux de (Tohinlo, 2016) dans la région de l'Atacora au Bénin : « avec l'augmentation des sources et du niveau de revenu, les ménages bénéficiaires améliorent leurs autoconsommation alimentaires et investissent davantage dans l'éducation de leurs enfants ». La promotion des jardins maraîchers impacte également le statut nutritionnel des individus en améliorant l'alimentation. Les plats familiaux sont généralement constitués de pâte de farine de maïs localement appelé "Wô" et, comme c'est le cas généralement en Afrique de l'Ouest (Bricas & Akindès, 2012), d'une sauce. Comme le stipule les travaux de (Lourme Ruiz et al., 2016), cette sauce joue un rôle fondamental dans la variété des nutriments fournis par l'alimentation. La sauce peut parfois être agrémentée de pâte d'arachide, de légumes, de poisson ou de morceaux de viande. Les jardins permettent, en accroissant la disponibilité en fruits et légumes de toutes sortes permettent de varier et d'enrichir les repas familiaux.

#### **4.3.2. Autonomisation**

Basée sur des analyses multidimensionnelles, la présente étude montre que l'autonomisation est un processus dynamique se développant progressivement dans les ménages enquêtés. La

zone d'étude, une région très traditionnelle du Bénin, a été pendant longtemps sous l'influence d'un système patriarcal dans lequel le droit à la prise de décision de la femme au sein du ménage est très limité et ne concerne que les tâches quotidiennes, surtout l'alimentation et l'éducation des enfants. Cependant, sous l'influence de facteurs externes comme des interventions de projets de développement agricoles facilitant l'amélioration des rapports entre femmes et hommes, on assiste à une autonomisation évolutive des femmes. Parfois, ce changement s'opère de façon naturelle sans aucune impulsion étrangère.

Comme le montrent les résultats, les femmes bénéficiaires des interventions jouissent dans leur ménage d'une autonomie liée à la prise de décision notamment les décisions relatives aux dépenses quotidiennes. La plupart des femmes non bénéficiaires ne disposent pas de la capacité à prendre seules les décisions, qu'il s'agisse de l'utilisation des gains du jardin ou celles concernant les grandes dépenses du ménage. Les bénéficiaires par contre présentent une meilleure autonomie financière car elles sont quasiment seules responsables de la gestion des revenus de jardins. Ces résultats renforcent ceux mis en évidence par (Bandia, 2020) au Sénégal. Il faut noter qu'avant les interventions de JARDALIM, chez la quasi-totalité des femmes enquêtées (95%), les décisions concernant les soins de santé (et de consultation prénatale, de planification familiale), ou l'éducation des enfants (frais de scolarisation), la gestion de l'exploitation agricole familiale des enfants revenaient uniquement aux époux. Avec JARDALIM, cette tendance est légèrement en baisse.

Ces résultats montrent une déconstruction progressive de l'influence des stéréotypes, des normes sociales et coutumières défavorables à l'autonomisation du couple et des femmes au sein des ménages traditionnels.

En ce qui concerne l'autonomisation sociale, l'organisation des bénéficiaires en groupement JVE constitue un tremplin pour actionner l'autonomisation des femmes. Ceci développe leur leadership et l'estime de soi.

Toutefois, il faut noter que les femmes dans la zone d'étude ont depuis fort longtemps la capacité de s'affilier à une organisation ou de la diriger. Il existe plusieurs associations et groupements féminins proposant diverses activités auxquelles plus de 90% des enquêtées, bénéficiaires comme témoins participent et occupent des postes de responsabilité.

Fort de l'appui fourni par JARDALIM dans la zone d'étude, les femmes bénéficiaires ont pu depuis quelques années mener des activités de maraîchage associé à de l'élevage. Ces activités et les revenus qu'ils génèrent leur confèrent une certaine autonomie financière et décisionnelle au sein du ménage. Comme l'observent (Hoddinott & Haddad, 1995) en Côte d'Ivoire, l'augmentation du revenu des femmes améliore leur pouvoir de décision au sein du ménage et augmenterait les dépenses pour l'alimentation et le soin de la famille.

Au fil du temps cette autonomie financière jouera probablement un rôle clé dans la transformation des relations du genre dans les ménages.

## **5. Conclusion :**

Cette étude avait doubles objectifs : évaluer au niveau des ménages les effets des interventions sur la situation nutritionnelle et analyser les effets des interventions sur l'autonomisation des femmes

A l'issue de l'enquête, les résultats ont montré que le projet JARDALIM a permis d'améliorer les conditions économiques des ménages bénéficiaires de la commune de Zè. On note que la vente de produits jardiniers génère de petits revenus utilisés généralement dans l'achat de denrées alimentaires ou pour la scolarisation des enfants. Ces activités ont permis de renforcer l'autonomie notamment économique et décisionnelle des femmes bénéficiaires. Sur le plan alimentaire et nutritionnel, le maraîchage domestique a ainsi permis d'accroître la disponibilité et l'accès en fruits et légumes des ménages. Puisque les ménages disposent désormais de

produits jardiniers en qualité et quantité suffisante, on note une baisse de la prévalence des problèmes nutritionnels.

Il en ressort donc que la promotion du maraîchage domestique dans la commune de Zè n'a pas fortement impacté sur les revenus des ménages puisque les revenus générés par la vente des surplus ne sont pas conséquents. Cependant, plusieurs impacts prévus dans la théorie du changement du projet sont aujourd'hui observables :

- La croissance et le développement des enfants de moins de 5 ans améliorés
- L'adoption spontanée des JVE par d'autres jardiniers

Contrairement aux prévisions, les revenus générés sont majoritairement utilisés pour l'achat de produits alimentaires et non dans la santé des femmes et enfants. De même, ces interventions ont grandement agi sur la dimension humaine. Accroître l'autonomisation des femmes, renforcer le bien-être social ont fortement impacté les dynamiques de rapports de genre dans ce milieu. Les femmes ont désormais une meilleure capacité de contribuer financièrement dans leurs ménages, de décider également. Elles se sentent « mieux » qu'auparavant.

Au regard des résultats de cette étude, l'autonomisation des femmes bénéficiaires est un processus qui se développe grâce aux actions de renforcement des capacités du projet JARDALIM. Les interventions JARDALIM impactent les dynamiques des relations de genre. Quoique lentement l'organisation « traditionnelle » des rapports sociaux de genre évolue vers une « égalité de genre » avec une plus grande dotation de pouvoir aux femmes. Toutefois, des transformations notables dans les normes sociales et coutumières existantes sont encore nécessaires pour accélérer ce processus de transformation.

Au fil du temps, ces dynamiques pourront permettre la réduction des inégalités de genre dans le milieu.

## Références :

- (1). Bandia, Y. (2020). L'autonomisation économique des jeunes et des femmes à travers le Projet Pôle de Développement de la Casamance (PPDC): cas de la ferme horticole départementale de Ziguinchor à Yabone.106p.
- (2). Benjelloun, S., Rogers, B. L., & Berrada, M. (2002). Impacts économiques, alimentaires et nutritionnels des projets de développement agricole : le cas du projet d'irrigation du Loukkos au Maroc. Cahiers Agricultures, 11, 45-50.
- (3). Berti, P. R., Krusevec, J., & FitzGerald, S. (2004). A review of the effectiveness of agriculture interventions in improving nutrition outcomes. Public Health Nutr. 7, 599–609.
- (4). Bricas, N., & Akindès, F. (2012). Afrique de l'Ouest
- (5). Carletto, G., Ruel, M., Winters, P., & Zezza, A. (2015). Farm-level pathways to improved nutritional status: Introduction to the special issue. The Journal of Development Studies, 51(8), 945–957.
- (6). CEBEDES-XUDODO, O. (2019). Des jardins familiaux multifonctionnels pour une bonne nutrition au Bénin : Etude des effets de l'implantation des jardins écoles et des jardins individuels sur l'alimentation et l'état nutritionnel des enfants dans les ménages des 3 communes d'intervention du projet JARDALIM.
- (7). Delarue, J. (2007). Mise au point d'une méthode d'évaluation systémique d'impact des projets de développement agricole sur le revenu des producteurs. Etude de cas en région kpèlè (République de Guinée).
- (8). Delpeuch, F., & Maire, B. (1996). Situation nutritionnelle dans le monde : Changements et enjeux. Cirad
- (9). Droy, I., Pascual, C., & Bidou, J.-É. (2014). Inégalités de genre et vulnérabilité



- alimentaire au Bénin.
- (10). Fresco, L. (1985). Femmes et sécurité alimentaire : Implications pour la recherche agricole.
  - (11). Gnoumou Thiombiano, B., 2014. Genre et prise de décision au sein du ménage au Burkina Faso. Cah. Qué. Démographie 43, 249–278.
  - (12). Hoddinott, J., & Haddad, L. (1995). Does female income share influence household expenditures? Evidence from Côte d’Ivoire. Oxford Bulletin of Economics and Statistics, 57(1), 77–96.
  - (13). INSAE et ICF. (2018). Enquête Démographique et de Santé au Bénin, 2017-2018. (p.675).
  - (14). Kabeer, N. (1999). Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women’s empowerment. Development and Change, 30(3), 435–464.
  - (15). Kabeer, N. (2003). Gender Mainstreaming in Poverty Eradication and the Millennium Development Goals: A Handbook for Policy-makers and Other Stakeholders. Commonwealth Secretariat.
  - (16). Lachenmann, G. (1998). Genre, pauvreté et développement : Avec exemples du Benin/ Afrique de l’Ouest (Vol. 307). Universität Bielefeld, Fak. für Soziologie, Forschungsschwerpunkt Entwicklungssoziologie.
  - (17). Landon-Lane, C. (2004). Jardins Comme Moyens D’existence : Diversification Du Revenu Familial Rural Grace Aux Jardins Familiaux. Food & Agriculture Org.
  - (18). Locoh, T. (2007). Genre et sociétés en Afrique : Implications pour le développement. INED.
  - (19). Lokonon, J. H., & Hounkpatin, W. B. A. (2019). Profil de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communes de Dangbo et de Tori-Bossito au Sud-Bénin. Annales de l’Université de Parakou-Série Sciences Naturelles et Agronomie, 9(1), 21–32.
  - (20). Lourme Ruiz, A., Dury, S., & Martin-Prével, Y. (2016). Consomme-t-on ce que l’on sème ? Relations entre diversité de la production, revenu agricole et diversité alimentaire au Burkina Faso.
  - (21). Moghadam, V. M., & Senftova, L. (2005). Mesurer l’autonomisation des femmes : Participation et droits dans les domaines civil, politique, social, économique et culturel. Revue Internationale Des Sciences Sociales, 2, 423–449.
  - (22). Oxfam, G.B., 2007. Gender-based violence. Oxfam.
  - (23). Pee, S. de, Talukder, A., & Bloem, M. W. (2008). Homestead food production for improving nutritional status and health. In Nutrition and health in developing countries (pp. 753–779). Springer.
  - (24). Siwe Siwe, E. (2006). L’approche" Genre et développement » : Les organisations non gouvernementales (ONG) québécoises en Afrique subsaharienne.
  - (25). Tahon, M.-B. (2004). Chapitre 2. Les rapports sociaux de sexe. Presses universitaires de Rennes.
  - (26). Tohinlo, Y. (2016). Evaluation des impacts des projets de développement sur les exploitations agricoles familiales et les ménages de l’Atacora (Nord-Ouest du Benin). Gembloux Agro-Bio Tech Université de Liège, Gembloux, Belgique.
  - (27). Tomavo, D. M. E., & Degla, P. (2019). Analyse socio-économique de l’autonomisation des femmes rurales au Centre du Bénin. 28(01), 15.
  - (28). UNICEF. (2019). Rapport annuel 2018 (p. 74). UNICEF. [www.unicef.org/publications](http://www.unicef.org/publications)
  - (29). Whitehead, A., & Kabeer, N. (2001). Living with uncertainty: Gender, livelihoods and pro-poor growth in rural sub-Saharan Africa.
  - (30). Yessoufou, A. G. (2014). ,Ahokpe, M., Behanzin, J., Kountori, R., Senou, M., Sezan, A., 10.